

Journal de 20 heures
Le plus grand camp de réfugiés tutsi à l'Ouest
du Rwanda est désormais sous protection
militaire française

Bruno Masure, Isabelle Staes, Laurent Boussié

France 2, 24 juin 1994

Kigali a été à nouveau le théâtre la nuit dernière et ce matin de violents combats.

[Bruno Masure :] Pour l'instant l'opération Turquoise se déroule apparemment sans incident. Euh, 8 000 réfugiés environ sont déjà, euh, désormais sous la protection des paras français. Dans ce journal, reportage de nos envoyés spéciaux sur place et un point avec, euh, Laurent Boussié, notre envoyé spécial à Kigali où le bombardement d'un hôpital a fait sept nouvelles victimes ce matin.

[...]

Madame, Monsieur, bonsoir. Au Rwanda quelque 8 000 réfugiés tutsi vivant dans une zone contrôlée par les forces gouvernementales sont donc désormais sous la protection d'un détachement de parachutiste français. Les premières images avec ce reportage de nos envoyés spéciaux : Isabelle Staes, Pascal Pons.

[Isabelle Staes :] Un simple pont à la sortie de Bukavu et c'est l'entrée dans le Rwanda [on voit des véhicules militaires français franchir le pont de la Rusizi]. Nous sommes à Cyangugu, première étape de l'opération humanitaire des troupes françaises [on voit des soldats français au béret vert et derrière eux une foule avec un homme qui agite un drapeau tricolore].

Tout au long de la route la population acclame, drapeau bleu-blanc-rouge à la main [on voit des gens qui chantent et dansent au bord d'une route en tenant un drapeau français]. Un accueil triomphal dans cette partie du

Rwanda, zone gouvernementale [on voit des villageois applaudir à l'entrée des véhicules des militaires français; deux personnes tiennent une grande pancarte sur laquelle se trouve inscrits les mots : "VIVE LA FRANCE"]. Militaires et milices rwandaises sont de la fête. Elles qui, hier, massacraient sauvagement [on voit à nouveau des villageois applaudir et crier de joie à l'entrée du convoi français].

[Isabelle Staes s'adresse à un militaire des FAR au béret noir [il est assis dans son véhicule qui arbore un drapeau tricolore] : - "Vous êtes accusés d'avoir commis pas mal de massacres de ce..., dans cette partie du pays du côté des forces gouvernementales". Le militaire lui répond en souriant : - "Non c'est le FPR! C'est le FPR. Vous..., vous voyez le..., le..., le FPR ce n'est pas notre, euh, notre ami. C'est notre ennemi. Il devait dire tout ce qu'il pouvait dire pour nous mettre en cause". Isabelle Staes : - "Oui mais c'est..., ce sont les milices de cette, euh, de ce côté du Rwanda qui ont commencé les massacres". Le militaire : - "Les milices?". Isabelle Staes : - "Oui". Le militaire : - "Non, c'est des mensonges".]

Premier objectif des Français : le camp de Nyarushishi à une dizaine de kilomètres de Cyangugu. Un premier détachement s'y est installé hier [23 juin] afin de protéger 8 à 9 000 réfugiés. Ils sont tutsi, regroupés ici par l'armée gouvernementale et vaguement protégés par la gendarmerie locale [on voit les véhicules militaires français se diriger vers le camp de réfugiés].

["Colonel Colin [il s'agit en réalité du lieutenant-colonel Hervé Charpentier], 11ème division parachutistes toulousains" : [...] à partir d'ici où on assure la sécurité, euh, du plus gros camp de réfugiés de la région. Euh, on essaie de continuer à... vadrouiller pour élargir le dispositif de sécurité à partir des renseignements que veulent bien nous donner, euh, les uns et les autres : euh, les réfugiés, les autorités, euh..., et tous ceux qui veulent nous parler".]

[On voit le colonel Didier Tauzin s'avancer au milieu des tentes du camp de Nyarushishi en criant aux réfugiés : "Le chef de secteur, le chef de quartier!"] Le colonel Thibault [Tauzin] a dû expliquer à ces Tutsi d'abord méfiants que ses troupes étaient là pour les protéger [gros plans sur des enfants puis sur une femme souffrante].

Les militaires patrouillent régulièrement dans ce camp où l'on s'entasse dans des abris de fortune, où l'on souffre de dysenterie et où l'on se sent toujours menacé par les extrémistes hutu [on voit notamment une personne squelettique allongée dans l'herbe puis un enfant qui arrive à peine à tenir sur ses jambes].

[Un réfugié du camp s'adresse au colonel Tauzin : "Hier matin [23 juin]

ils..., ils étaient venus avec des machettes, avec... Même là-bas dans les brousses, où... [on entend un autre réfugié dire : "Machettes, des lances..."], il y a... Donc dans..., dans tous ces brousses qui..., qui est tout près de nous [sic].

Une femme réfugiée : "Ils sont venus chez nous, ils ont... cassé tout. Ils ont... détruit tout..., toutes les maisons. Et puis, nous nous sommes réfugiés. Les autres ont..., ont été tués, surtout les maris. Les..., les hommes".

Une jeune fille réfugiée : "On a assassiné tous mes parents... Donc, euh, je suis ici moi seule. Pas de..., pas autre [sic]."

Aujourd'hui la Croix-Rouge distribue des bambous pour que chacun se fabrique un abri. C'est elle aussi qui ravitaille et tente de soigner une population traumatisée [on voit un homme noir qui porte un dossard de la Croix-Rouge et qui s'adresse aux réfugiés du camp].

[Isabelle Staes, face caméra, au milieu des réfugiés du camp de Nyarushishi : "Le plus grand camp de réfugiés tutsi à l'Ouest du Rwanda est donc désormais sous protection militaire française mais la ligne de front n'est qu'à une centaine de kilomètres d'ici et il reste bien d'autres endroits à protéger. Alors chaque jour les militaires français s'enfoncent un peu plus dans le pays afin d'éviter de nouveaux massacres".]

[Bruno Masure :] Dans le centre du pays, la capitale Kigali a été à nouveau le théâtre la nuit dernière et ce matin de violents combats [diffusion d'une carte de la région des Grands lacs localisant les villes de Goma, Bukavu, Cyangugu, Gisenyi et Kigali]. Manifestement le Front patriotique rwandais accentue sa pression militaire pour chasser les derniers soldats gouvernementaux hors de cette ville.

Je vous propose de découvrir le reportage, euh, qu'ont réussi à nous faire parvenir nos envoyés spéciaux Laurent Boussié, Jean-Marie Lemaire et Gérard Flegeau. Reportage tourné hier [23 juin] à l'hôpital de la Croix-Rouge à Kigali où un bombardement a fait sept morts ce matin.

[Jean-Marie Lemaire :] Ces images ont été tournées hier [23 juin] à l'hôpital de la Croix-Rouge à Kigali [une incrustation "Kigali, hier" s'affiche à l'écran], quelques heures avant qu'un obus ne s'abatte dans la salle d'urgence de cet hôpital, ce matin à 11 h 45, faisant sept morts [on voit des gens grièvement blessés, dont deux militaires des FAR, en train de se faire soigner dans une salle de l'hôpital].

Pas de victime parmi les 13 expatriés qui travaillent jour et nuit auprès des quelque 650 patients admis dans le bâtiment en dur mais aussi dans des tentes dressées en urgence tout autour [on voit des gens grièvement blessés aux membres inférieurs ou supérieurs]. Depuis trois mois maintenant, cet

hôpital situé dans un secteur contrôlé par les troupes gouvernementales ne désemplit pas [on voit des gens sous des tentes blanches allongés sur des brancards].

[Laurent Boussié, face caméra, dans un bâtiment de l'hôpital : "Ici il y a des blessés des deux guerres qui se déroulent au Rwanda : ceux de la guerre conventionnelle entre forces armées gouvernementales et soldats du FPR. Et puis il y a les gens qui sont blessés et massacrés par les milices".]

Dans la seule journée d'hier, 84 blessés ont été amenés dans cet hôpital, où à partir de cette nuit il n'y aura plus de pansements. Ces dernières 48 heures il y a surtout des militaires parmi les blessés [on voit un militaire des FAR allongés dans un pick-up et grièvement blessé au visage], depuis que le Front patriotique du Rwanda a redoublé ses tirs d'artillerie en apprenant le lancement de l'opération Turquoise.

Dans les hôtels de la ville, tous..., toujours, euh, des réfugiés qui tentent..., que tentent de protéger les Casques bleus dont le général a maintenant établi le contact avec les Français [on voit des blindés des Casques bleus devant l'hôtel des Mille collines puis des réfugiés aux fenêtres des chambres de l'hôtel].

["Général Roméo Dallaire, Commandant ONU Rwanda" : "Selon les directives que j'ai reçues, euh, je devrais, euh, coopérer, euh..., et, euh, maintenir une liaison avec eux. Et ce sont mes objectifs".]

Des Français qui opèrent loin de Kigali mais dont l'intervention ne facilite pas le travail diplomatique de l'ONU dans la capitale du Rwanda [gros plan sur les blindés de l'ONU].

[Bruno Masure interviewe à présent Laurent Boussié en duplex de Kigali.]

Bruno Masure : Nous retrouvons maintenant au téléphone, en direct de Kigali, Laurent Boussié. Laurent bonsoir.

Laurent Boussié : Bonsoir.

Bruno Masure : Tout d'abord un mot de la situation militaire. On assiste donc ces dernières heures à un forcing, euh, des forces du FPR dans la capitale.

Laurent Boussié : Oui, vous savez les combats qui ont commencé la nuit dernière et qui ont duré toute une partie de la journée ont commencé par être des combats à l'arme lourde avec canons et mortiers. Et puis y'a eu des combats d'infanterie à l'arme légère. Alors on l'a vu, euh..., on l'a entendu, on l'a compris, l'hôpital de la Croix-Rouge est pris au milieu de ces combats. Il a lui-même été touché aujourd'hui donc par, euh, un..., par

un obus. Des combats qui sont en fait une offensive du Front patriotique rwandais et qui nous a affirmé cet après-midi avoir pris depuis, euh, 72 heures cinq positions aux soldats..., aux soldats gouvernementaux. Une affirmation, euh, évidemment, qu'on n'a pas pu vérifier. Alors, actuellement, euh, il y a une accalmie dans la ville. Il faut dire qu'après une bataille de cette intensité, les hommes sont éprouvés et les belligérants doivent reconstruire, euh, leurs stocks de munitions.

Bruno Masure : Laurent Boussié, sur le plan politique maintenant. Vous avez noté, euh, que les responsables du FPR sur place semblent, euh, un petit peu plus souples, euh, et qu'ils ont pris acte du vote de l'ONU.

Laurent Boussié : Oui a..., absolument. Parallèlement à cette offensive militaire, le FPR a assoupli sa position sur l'intervention française. Cet après-midi par exemple, j'ai rencontré un haut responsable du F..., du FPR. À la position catégorique affichée il y a quelques jours a succédé, disons, euh, un langage plus réaliste avec des..., des phrases, euh, comme celle-ci : "Les Français ont accepté les limitations, euh, demandées par l'ONU. Et si les Français restent strictement dans leur mission, il n'y aura pas de problème avec eux. Mais, évidemment, nous jugerons chaque action". Donc vous voyez, un langage un peu plus diplomatique et, euh, certainement un peu plus réaliste avec, euh..., l'arrivée des Français.

Bruno Masure : Merci beaucoup, euh, Laurent Boussié. Vous êtes – je le rappelle –, avec Jean-Marie Lemaire et Gérard Flegeau, vous êtes nos envoyés spéciaux à Kigali.

Les dirigeants français qui souhaitent depuis plusieurs jours maintenant un soutien plus actif de leurs partenaires européens, la France a enregistré ce matin les premiers soutiens concrets des pays voisins à son intervention. Nous y reviendrons dans quelques minutes avec notre envoyé spécial au sommet de Corfou.

Pour l'instant, seuls les Sénégalais se sont engagés militairement dans cette opération. Un premier contingent de 300 hommes, entièrement équipé et armé par la France, devrait rejoindre les soldats français déjà déployés sur place. Reportage à Dakar de nos envoyés spéciaux Jérôme Cathala, Jacques Gérard.

[Jérôme Cathala :] Ils chantent et ils dansent pour se donner du courage [on voit des soldats sénégalais en train de chanter et danser sur le tarmac d'un aéroport ; une incrustation "Dakar, ce matin" s'affiche à l'écran]. Ces 40 hommes du 22^{ème} bataillon de reconnaissance et d'appui ne sont que l'avant-garde du contingent sénégalais. À terme, ils devraient être 300 à participer

à l'opération Turquoise.

Habillés, équipés, convoyés par l'armée française mais fiers de représenter dans cette intervention le Sénégal et l'Afrique [on voit un officier sénégalais sur le tarmac d'un aéroport en train de déployer un drapeau du Sénégal].

[Un soldat sénégalais au moment d'embarquer dans un avion gros-porteur : "On est d'accord pour le maintien de la paix".]

"Le maintien de la paix". Leur mission est donc clairement définie : objectif strictement humanitaire.

["Colonel Djibril Thiandoun [Thiandoum], Cdt du détachement sénégalais" : "Euh, s'il est nécessaire d'utiliser la force, nous l'utiliserons. Mais nous ne souhaitons pas utiliser la force. Nous partons dans le cadre d'une mission humanitaire. Nous allons aider nos frères... africains qui sont là-bas".]

Des soldats sans état d'âme, c'est normal. Mais sur le plan politique, tout le monde ne voit pas les choses de la même façon : une partie de l'opposition estime qu'il fallait privilégier une solution purement africaine.

[Mamadou Diop Decroix, "n° 2 du Parti africain pour la Démocratie et le Socialisme" : "Notre parti n'est pas contre l'envoi de militaires au Rwanda. Mais notre parti est contre la..., les conditions dans lesquelles le Sénégal le fait : un peu comme..., dans les valises de la France".]

[Jérôme Cathala, face caméra, dans une rue de Dakar : "Ce que redoute vraiment l'opposition, c'est que le gouvernement sénégalais utilise l'affaire rwandaise pour créer un climat d'union nationale dans un pays où la situation sociale et politique reste extrêmement tendue, dans un pays où les dirigeants des deux partis d'opposition les plus importants sont en prison depuis quatre mois".]

[Bruno Masure :] Au total cette opération Turquoise prévoit – je vous le rappelle – la participation d'environ 2 500 soldats français. Sous l'autorité du général Morillon, toute cette opération est coordonnée à partir du quartier général de la FAR, la Force d'action rapide, installée à Maisons-Laffitte. Reportage Stéphane Manier.

[Stéphane Manier :] Une pluie d'étoiles sur les épaulettes sous le commandement du général Morillon [on voit des officiers en pleine réunion ; une incrustation "Maisons-Laffitte [Maisons-Laffitte], cet après-midi" s'affiche à l'écran] : voici l'état-major de la FAR, la Force d'action rapide de l'armée française dans son PC opérationnel.

La salle, plutôt sensible et confidentielle [gros plan sur le général Philippe Morillon qui examine un document, cigarillo à la main], où arrivent toutes les informations sur les hommes de l'opération Turquoise [gros plan sur une

carte du Rwanda et l'Est du Congo accrochée au mur], leurs besoins, leurs problèmes, leur assistance.

[”Général Philippe Morillon, Chef de la FAR, Force d'Action Rapide” : ”Euh, nous parvenons à assurer... la mise en place des..., de ces forces et surtout à rétablir un dispositif d'alerte permanent puisqu'en permanence, ce que le chef d'état-major des armées nous demande, c'est d'avoir... 2 000 hommes, euh, projetables sur préavis, euh, de trois jours, moins de trois jours”.]

Pour faire face à cette mission, la FAR peut puiser dans un réservoir de 50 000 hommes répartis sur tout le territoire français [on voit des blindés marqués d'une croix rouge circulant dans le parc de la caserne de Maisons-Laffitte]. 3 000 d'entre eux ont déjà été expédiés en mission en ex-Yougoslavie. 2 500 aujourd'hui sont donc au Rwanda.

Les derniers à partir peaufinent paquetages et moral au point de rassemblement, le parc de la caserne de Maisons-Laffitte [on voit des soldats en train de vérifier l'état de leurs véhicules].

[”Caporal Chef Thierry Tchibozo, 1er régiment Médical de Metz” : ”Moi j'y étais, euh..., préparé psychologiquement parce que j'ai déjà fait d'autres missions, ainsi que mes camarades. Donc, euh, on sait que... on peut s'attendre à tout, quoi”.]

Dans quelques heures, ces derniers hommes de l'opération Turquoise seront arrivés sur le terrain. Leur sécurité dépendra largement de l'assistance que leur fournira le général Morillon et son état-major.

[Bruno Masure :] J'y faisais allusion il y a un instant : six pays européens – la Belgique, les Pays-Bas, le Portugal, l'Espagne, l'Allemagne et la Grande-Bretagne – se sont déclarés aujourd'hui disposés à apporter une aide logistique ou humanitaire à cette opération Turquoise. L'Italie de son côté est prête à un soutien aux troupes mais sous certaines conditions. Commentaire de notre envoyée spéciale au sommet européen de Corfou, Arlette Chabot.

[Arlette Chabot :] La France a l'intention d'ajouter le Rwanda aux sujets de conversation du dîner officiel de ce soir [on voit le Président Mitterrand arriver à la réunion avec sa délégation. Il semble que Paris ait levé les réticences, les réserves suscitées par son intervention militaire-humanitaire. Elle serait ainsi assurée d'obtenir de tous ses partenaires un soutien moral ou logistique [gros plans sur plusieurs dirigeants européens].

[Alain Juppé, ”Ministre des Affaires Etrangères”, devant les micros des journalistes : ”J'ai pu constater aujourd'hui que tous nos partenaires approuvaient l'initiative de la France et, sous des formes diverses – envoi d'avions,

envoi d'unités médicales –, étaient prêts à s'y associer sur le plan logistique. [Plan de coupe] Plan logistique, ça veut dire quoi ? Ça veut dire des avions de transport pour nous aider à transporter soit nos troupes soit aussi l'aide humanitaire ! Parce que derrière les soldats français arrivent, dans les régions, euh, que nous avons identifiées, l'aide humanitaire de façon massive. Soit des unités médicales. Il y a plusieurs pays, la Belgique, euh, la Grande-Bretagne, euh, l'Espagne, euh, d'autres encore – cinq ou six pays européens –, le Danemark se sont déclarés disponibles et ceci est en train de se mettre en place”.]

Mais seule l'Italie serait prête à envoyer des troupes, jusqu'à 5 000 hommes, à condition que Berlusconi puisse convaincre tout son gouvernement.

[Silvio Berlusconi, "Président du Conseil" : - "Euh, j'ai parlé avec mon ministre de la Défense il y a quelques minutes. Nous sommes en train d'organiser tout et je pense qu'on arrivera à les pousser". Arlette Chabot : - "C'est-à-dire que vous allez envoyer des militaires?". Silvio Berlusconi : - "Des militaires avec un hôpital de camp". Arlette Chabot : - "Des ra..., au Rwanda, avec les militaires français?". Silvio Berlusconi : - "Avec des..., je sais pas si on peut..., j'espère qu'on puisse se coordonner".]

Une phrase dans le communiqué final du sommet de Corfou devrait refléter ce soutien européen. Ainsi la France devrait se sentir bientôt moins seule au Rwanda.